

LA VITRINE DU CAMEROUN

SAGO



DOSSIER DE PRÉSENTATION

9^è
Édition

“ AMÉLIORATION DES PRESTATIONS RENDUES AUX USAGERS DES SERVICES PUBLICS AU CAMEROUN ”

Palais des sports de Yaoundé, du 22 au 25 Septembre 2020

EXPOSITION - CONFÉRENCE - RECONCONTRES - FORMATION

EN DIRECT SUR  NEWS



Camtel Business

Nous simplifions votre business

VOTRE BUSINESS VA VITE? NOUS AUSSI

Découvrez nos solutions Ultra Haut-débit sur fibre

Camtel Business Corporate Plus

Débit symétrique en uplink et downlink, bande passante dédiée



camtel[®]



Son Excellence PAUL BIYA

Président de la République du Cameroun
Acteur majeur du travail gouvernemental



« ... le succès du plan d'urgence se mesurera à l'impact qu'il aura sur l'amélioration de notre croissance économique et celle des conditions de vie des camerounais ». S.E. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun; Chef de l'Etat, Conseil Ministériel au Palais de l'Unité, le 09 Décembre 2014.



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



« La **protection de la nature** et le **développement durable**
au **cœur de nos préoccupations** »



www.minepded.gov.cm



Joseph DION NGUTE

**Premier Ministre, Chef du Gouvernement
(Cordonnateur du travail gouvernemental)**



Réné Emmanuel SADI

Ministre de la Communication

PRÉSENTATION

L'amélioration de la qualité des services publics, la connaissance des dysfonctionnements dans les rapports entre les administrations publiques et leurs usagers, et leurs corrections supposent un monitoring et une concertation permanente entre services et usagers-clients. Cependant, l'usager-citoyen qui détient une expérience vécue du service, différente de celle, interne, des agents, des services publics n'a pas toujours eu un cadre d'expression lui permettant d'apprécier la qualité des prestations reçues.

Ainsi, par différentes initiatives, les pouvoirs publics ont, ces dernières années, régulièrement affiché leur souci de voir l'administration publique se moderniser et évoluer, de sorte à être perçue par les citoyens-clients comme de véritables structures capables d'agir et interagir positivement à la fourniture des biens publics et, de ce fait à la satisfaction des besoins et à la résolution de divers problèmes auxquels sont quotidiennement confrontés les citoyens dans leur espace social.

Pour aborder la problématique de la qualité des prestations reçues par les citoyens, le comité d'organisation du Salon de l'Action Gouvernementale (SAGO) a jugé nécessaire de placer la **9^{ème} édition sous le thème** : « **Amélioration des prestations rendues aux usagers des services publics au Cameroun** ». L'objectif général de cette édition est de permettre aux organisations publiques et privées prenant part à l'événement, de présenter les actions entreprises par elles dans le but de permettre l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics au Cameroun.

L'organisation de certains débats publics

retransmis en direct sur les chaînes de télévisions partenaires permettra ainsi l'expression et la confrontation des idées portant sur les choix à opérer. Cette exposition médiatique permet d'entendre les différents points de vue, les différents éléments à prendre en compte, de se faire une opinion ou de la faire évoluer dans un sens où dans l'autre et de rendre la décision des managers publics intelligible.

Pendant cette édition, les usagers-citoyen pourront y raconter leurs expériences, exposer leurs difficultés; faire valoir différentes options pour répondre aux besoins, formuler des propositions qui faciliteront la mise en œuvre des prestations de qualité au sein de nos organisations publiques. A terme, notre vœu est d'aboutir à la correction du service public rendu aux populations dans une perspective de satisfaction optimale.

A titre de rappel, depuis 9 ans, le SAGO est cette unique plateforme qui rapproche les gouvernants des gouvernés. Elle permet également aux populations de s'approprier des politiques publiques dans tous les secteurs de la vie de la nation. Le succès de cet événement qui mobilise plus de 120 000 visiteurs utiles chaque année avec une couverture médiatique avantageuse, le positionne aujourd'hui comme une dynamique citoyenne et républicaine, pour une mobilisation à une participation de tous à la construction d'un idéal de prospérité, d'unité, de solidarité pour le Cameroun.

La participation de votre structure à la 9^{ème} édition du Salon de l'Action Gouvernementale prévue du 22 au 25 Septembre 2020 au Palais des sports de Yaoundé, permettra ainsi de faire connaître l'action



**UNE VUE DU SITE
AU SAGO**

LES OBJECTIFS

- Rapprocher le Gouvernement des gouvernés
- Encourager la connaissance des prestations et services offerts par les institutions républicaines
- Assurer la constitution d'une veille citoyenne sur le travail gouvernemental
- Inciter les populations à s'approprier les politiques publiques nationales dans tous les secteurs.

QUI PEUT PARTICIPER ?

Prendent part au Salon de l'Action Gouvernementale (SAGO) :

- Les Ministères
- Les entreprises publiques
- Les partenaires au développement
- Les établissements publics
- Les entreprises privées offrant le service public
- Les associations
- Le parlement
- Les collectivités territoriales décentralisées

POURQUOI PARTICIPER AU SAGO 2020 ?

Participer à la 9^{ème} édition du Salon de l'Action Gouvernementale pour,

Le Gouvernement c'est :

- Remplir une mission régalienne de l'Etat, celle de l'information des citoyens
- Briser le mur de glace qui existe parfois entre les gouvernants et les gouvernés
- Soigner son image auprès du Grand public
- Informer le Grand public sur les décisions prises à leur avantage
- Susciter une synergie d'actions de communication en direction des citoyens

Les administrations c'est :

- Informer les citoyens-clients sur les politiques publiques sectorielles
- Intéresser les populations à la gestion des affaires de la cité
- Sensibiliser les populations sur les procédures à suivre dans les différents services publics
- Susciter l'adhésion des populations aux actions menées par les pouvoirs publics
- Assurer la veille du travail gouvernemental

Les collectivités territoriales décentralisées c'est :

- Présenter les potentialités de leurs localités d'origine afin d'attirer des investisseurs pour assurer le développement local et par extension le développement du Cameroun.

Les populations c'est :

- Approfondir la connaissance des institutions républicaines
- Avoir la possibilité de faire des suggestions au

gouvernement, afin de lui permettre de réorienter ses politiques publiques en direction des populations

- S'approprier les politiques publiques nationales

Les partenaires au développement c'est :

- Recueillir les besoins des populations, afin de pouvoir mieux réorienter leurs appuis au développement

Les entreprises privées c'est :

- Toucher directement plus de 120 000 personnes en 4 jours (Entreprises, Consommateurs ou clients potentiels)... en 04 jours dans l'optique de nouer des partenariats et de faire découvrir leurs services.



LES ARTICULATIONS

La 9^{ème} édition du SAGO sera construite autour des articulations suivantes :

1. Expositions

Des stands de dimensions variées seront aménagés par les entreprises des secteurs public et privé. Ces stands serviront de points d'échanges et de contacts pour les exposants. Plus de 120 000 visiteurs sont attendus à cet événement.

2. Conférence

Les conférences constituent une articulation forte dans le programme du SAGO, et cela depuis 2012. Les thèmes sont proposés par les organismes, institutions et entreprises participants. Toutes les grandes conférences sont diffusées sur les chaînes de télévisions partenaires. C'est l'un des moments forts du salon avec un taux d'audience particulièrement élevé. Des salles de conférences de 500 places climatisées dotées de vidéos projecteurs sont mises à disposition à cet effet.



MINISTÈRE DES TRANSPORTS
MINISTRY OF TRANSPORT



Retrouvez

le sous-secteur des transports du Cameroun à la
9^{ème} édition du SAGO du **22 au 25 Septembre 2020** au
Palais des sports de Yaoundé.

Exposition - conférences - Rencontres

www.mintransports.net

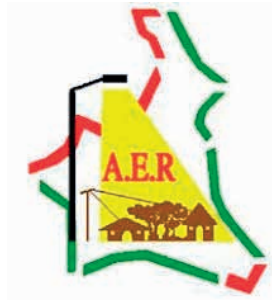




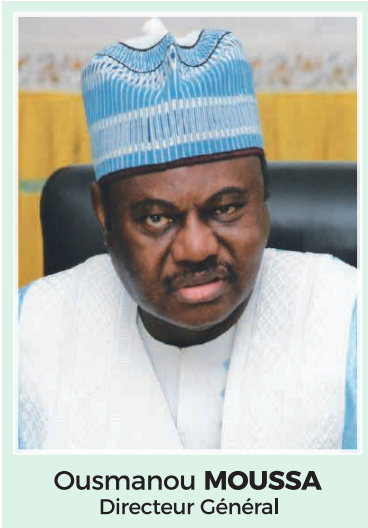
mcommunicateur@yahoo.fr

**...De la conception
à la mise en oeuvre, confiez-nous
vos projets évènementiels.**

Mon Communicateur
Le pilote de notoriété



"L'électricité au service du monde rural"



Ousmanou MOUSSA
Directeur Général

Créée en 1998 à la faveur du décret No 98/022 en date du 24 décembre, L'Agence d'Électrification Rurale du Cameroun (AER) est un Etablissement Public Administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. L'AER est placée sous la tutelle technique du ministère de l'eau et de l'Énergie et sous la tutelle financière du ministère des finances. L'Agence assure la promotion et le développement de l'électrification sur l'ensemble du territoire national.

Elle est notamment chargée, en liaison avec l'administration, organismes publics et privés concernés, de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de l'électrification rurale. L'Agence d'Électrification Rurale

gère plusieurs projets sur le territoire national. La plupart de ces projets sont cofinancés par le gouvernement les bailleurs de fonds internationaux.

Pour l'amélioration de la couverture des zones rurales, l'AER a démarré plusieurs projets :

- Projet d'électrification rurale phase II de 102 localités dans 05 régions. Le projet consiste en réalisation de 75 km de ligne MT, 235 Km de ligne BT par extension des réseaux interconnectés Nord-sud avec 8 847 branchements dans les Régions de l'Adamaoua, Centre, Nord, Ouest et Sud.

- Projet d'électrification rurale de 50 localités par Extension des réseaux Interconnectés Nord. Le projet consiste en l'électrification de 50 localités par extension des réseaux interconnectés Nord, avec 4000 branchements dans les Régions de l'Adamaoua, Nord et Extrême-Nord. Il est financé par l'Etat du Cameroun et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique.

- Le Projet de Développement du site de petite centrale Hydroélectrique de Mbakaou Carrière sur le Djerem Ouest et l'électrification de 08 localités associées. Le projet vise la construction d'une petite centrale hydroélectrique de 1.4MW avec un

mini réseau associé, la réalisation de 300 branchements et l'alimentation de 2500 ménages dans Tibati et Mbakaou Village dans la Région de l'Adamaoua. Il est financé par AER et Innovation Energy Development (IED), opérateur privé français.

- Le Projet d'électrification rurale Décentralisée de valorisation de l'électrification pour l'agriculture et le développement rural au Cameroun. Ce projet consiste à la construction d'une centrale hybride solaire photovoltaïque-thermique en injection sur le réseau HTA, d'une Petite Centrale Hydroélectrique (PCH), respectivement dans les régions du centre (département du Mbam-et Kim, arrondissement de Ngoro) et de l'Ouest (département de Hauts Plateaux, arrondissement de Batie) et l'électrification associée par extension des réseaux de 52 localités dans les départements pour 40000 branchements. Ce projet qui est financé par l'Etat du Cameroun, Union Européenne, MINADER et le FEICOM.

- Le projet de Développement du secteur de l'énergie vient d'être achevé. Le projet consistait en l'électrification de 122 localités et la réalisation de 21000 branchements dans 05 régions du Cameroun (Nord-Ouest, Ouest, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord). Le projet était financé par la Banque Mondiale. En plus, le projet « Electricity for Rural Développement in Rumpi » est en cour d'achèvement. Le projet consistait en électrification par différents options, notamment : extension réseaux, système solaire et mini hydro dans la Région du Sud-ouest.



Le projet de Développement du secteur de l'énergie



Projet d'électrification rurale décentralisée dans la région du Sud-ouest (zone RUMPI)

Les activités de l'AER au double plan : la recherche des financements et l'électrification rurale ont permis d'obtenir des résultats satisfaisants ces dernières années grâce aux appuis de multiples partenaires aux développements.

8^{ème} ÉDITION

Les Échos[®] du SAGO 2019



Découvrez les moments forts
de la 8^{ème} édition

Discours - Conférences - Expositions - Rencontres

DISCOURS D'OUVERTURE DE SON EXCELLENCE RENE EMMANUEL SADI MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Yaoundé, 09 juillet 2019



Honorable Members of Government; Madam the Director-General of Cameroon Telecommunications; Distinguished Political personalities; Distinguished Secretary-Generals of Ministries; The Commissioner-General of SAGO 2019; Distinguished Heads of Public Enterprises and Public Establishments; Distinguished private entrepreneurs; Distinguished Participants of SAGO 2019; Distinguished guests; Distinguished Ladies and Gentlemen; I am highly delighted to take the floor here today, on the occasion to mark the official opening ceremony of the 8th edition of the Exhibition on Government Action, dubbed, SAGO 2019, organized since 2012, at the initiative of the consulting firm, "Mon Communicateur".

Allow me, on this solemn occasion, to first of all express my gratitude to the Honourable Members of Government here present, who, despite their tight schedules, have agreed to honor my invitation and be part of this ceremony.

I wish you, Honourable Members of Government, a warm welcome on this occasion.

I also wish to extend my greetings to all the personalities who have come to take part in this moment of solemnity.

**Madame, Messieurs les Membres du Gouvernement ;
Madame le Directeur Général de la Cameroon
Telecommunications; Personnalités politiques ;
Monsieur le Commissaire Général du SAGO 2019 ;
Distingués Invités ; Mesdames et Messieurs ;**

« Le Salon de l'Action Gouvernementale » qui s'ouvre aujourd'hui en est, comme je le disais tantôt, à sa 8^{ème} édition. Faut-il le rappeler, ce Salon est une initiative d'un jeune promoteur privé, venu à la rencontre du Gouvernement, pour proposer une plateforme de colla-

boration destinée à assurer une visibilité à l'action publique à travers une présentation événementielle, et en communication directe avec les différents publics. L'action de ce jeune promoteur mérite d'autant plus d'être saluée avec vigueur, qu'elle se situe en droite ligne de l'exhortation adressée par le Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA, à la jeunesse camerounaise tout entière, et qu'il exprimait en ces termes,

Je le cite : « *Je demande aux jeunes de croire en eux, d'avoir le courage d'oser la création d'entreprises et d'être eux-mêmes le moteur de leur propre réussite. Ce sont là des vertus des entrepreneurs, ce sont ces vertus qui créent la richesse.* » Fin de citation.

S'agissant de la problématique de la Communication gouvernementale en elle-même, que l'ouverture de ce Salon me permet d'aborder, il ne fait point de doute que l'opinion nationale et internationale a pu se rendre compte tout au long du semestre écoulé, que le Gouvernement de la République, sous la Très Haute Impulsion du Chef de l'Etat, a opté pour une approche axée sur la célérité, la crédibilité et la proximité dans le traitement et à la mise à la disposition du public, de l'essentiel des informations de source gouvernementale. La vocation du Gouvernement est de permettre aux populations d'être parfaitement édifiées sur tous les aspects et sur tous les enjeux touchant à la vie de notre Nation.

A cet égard, toutes les mesures appropriées sont prises en vue d'une communication gouvernementale saine, optimale, opportune et sereine. Au nombre des chantiers engagés dans cette optique, j'annonce la tenue dans les tout prochains jours, d'un « **Atelier d'information et d'échanges sur la nouvelle dynamique de la communication gouvernementale** », qui réunira autour du Ministre de la Communication,

les principaux acteurs des institutions publiques, avec pour objectif central, l'appropriation des axes majeurs de cette stratégie rénovée, en vue de sa mise en pratique.

Cette réorientation stratégique, baptisée « The New Communication Impetus », s'impose comme une nécessité au regard d'un environnement où la gestion de la véracité de l'information est plus que jamais au cœur des préoccupations majeures de notre société.

En effet, l'information devenue un enjeu de premier plan de la géopolitique nationale et internationale, constitue la cible privilégiée des acteurs de toute nature, et en particulier, dans le champ politique, avec malheureusement des écarts volontairement nourris vis-à-vis de la réalité des faits. Dans un tel contexte, s'il demeure vrai que le Gouvernement est le principal centre d'impulsion de la communication officielle, il faut désormais établir qu'il ne doit plus en avoir le monopole.

En effet, la réorientation de la communication publique au Cameroun, implique au plus haut point tous les acteurs sociaux, dans un élan citoyen, républicain et patriotique. Il s'agit notamment des acteurs médiatiques, des leaders politiques, ceux de la société civile, des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, des intellectuels, ainsi que des citoyens de tous bords.

Toute cette mouvance sociétale est interpellée en vue de la sauvegarde de la véracité des faits et de l'honnêteté des analyses.

Dès lors, qu'il me soit permis à ce sujet, de rappeler ici les termes dans lesquels le Chef de l'État donnait une indication de l'approche du traitement des faits d'actualité par la presse nationale.

C'était le 16 janvier 2019 lors du Conseil ministériel consécutif au dernier réaménagement du Gouvernement, Je le cite : « *Il est très important que les médias nationaux continuent de diffuser une information crédible et vérifiée. Il est absolument nécessaire qu'ils n'hésitent pas à rétablir la vérité lorsque les nouvelles fausses (fake news) sont diffusées par des publications nationales ou étrangères.* » Fin de citation.

Il faudrait pour ce faire, comprendre qu'en matière de communication, c'est la véracité qui est essentielle. L'information véhiculée doit procéder d'une recherche méthodique, d'un indispensable recoupement et d'une mise à disposition opportune. Ce dont peut s'accommoder un acteur ou un groupe d'acteurs privés, quitte à se dédire en cas d'erreur, le Gouvernement, parce qu'il est la voix officielle de la République, ne saurait se le permettre.

De même, dans le contexte actuel, et eu égard aux divers enjeux auxquels notre pays fait face, la responsabilité du Gouvernement est de toujours veiller à ce que la déformation fantaisiste et pernicieuse de la réalité des faits ne parvienne à s'éri-

ger en vertu, alors qu'au contraire elle constitue un vice dangereux pour l'harmonie, la paix et la cohésion sociales. C'est le lieu, me semble-t-il, d'indiquer le regard que le Gouvernement pose sur la question de la proactivité dans la gestion de sa communication, pour relever qu'aucune communication pertinente ne peut précéder l'occurrence d'un fait.

S'il est parfois admis que la proactivité peut dans certains cas constituer une arme dans la gestion d'une situation de crise, encore faudrait-il préciser qu'une telle arme ne peut être efficace que lorsqu'on a la maîtrise de l'occurrence d'un fait. Il ne serait donc nullement judicieux de confondre proactivité et célérité.

La réorientation stratégique de la communication gouvernementale dont nous parlons ici, que ce soit en situation de crise ou en temps ordinaire, consacre la part essentielle de l'action de la communication officielle, à la présentation des faits avérés, au choix des mots utilisés pour le dire à l'opinion, à l'opportunité communicationnelle, à la célérité dans la production de la parole gouvernementale et en fin de compte, à la crédibilité de l'information diffusée.

C'est justement de ce point de vue, que le SAGO, qui montre à voir l'effectivité de ce qui est fait par les Institutions publiques, constitue un levier de prédilection pour l'Action gouvernementale. Car, il s'agit de convaincre par la projection des acquis, plutôt que par des incantations prophétiques et peut-être même hypothétiques.

Honorable Members of the Government; Madam Director-General of Cameroon Telecommunications; Distinguished Political personalities; The Commissioner-General of SAGO 2019; Distinguished Guests; Ladies and Gentlemen;

The theme chosen for this 8th edition of SAGO, namely: "Public Investment and the Development of Cameroon", perfectly sums it up nicely, since it highlights the policy of the "Major Opportunities" of the Head of State, whose effectiveness is evident to us.

The strong participation of the institutional actors and the private sector in this exhibition, however presented as that of government's action, clearly indicates, if that was still enough, that the materialization of public policies is far from being the only business of the Government, but rather brings all the enterprising forces of the Nation to the forefront.

This initiative, which is starting to make way, despite some difficulties, is therefore worthy of being commended and accompanied. The Government, for its part, will continue to ensure, in the context of future editions, that SAGO receives the needed support for a greater mobilization of the various institutional players.

It is therefore with this commitment, that I do solemnly declare open, the 8th edition of the Exhibition on Government Action, SAGO 2019.

Thank you for your kind attention.

CONSUPE

Contrôle Supérieur de l'Etat
Supreme State Audit

Paroles et actes pour la sincérité de la gestion des finances publiques

Le Ministre Délégué à la Présidence de la République en charge du Contrôle Supérieure de l'Etat (**CONSUPE**) a brisé la confidentialité de son action, pour étaler les initiatives prises afin de limiter la distraction des ressources financières au sein de l'administration camerounaise.

Rose MBAH ACHA a pris ses responsabilités en conduisant la participation du CONSUPE à la 8^{ème} édition du Salon de l'action gouvernementale (SAGO), 2019. Dans une approche particulièrement à la portée de tous, elle a présenté les actions menées pour que le développement du Cameroun commence par la bonne gouvernance des ressources disponibles. En rappelant que le CONSUPE définit les stratégies de riposte d'envergure contre la malversation des hauts cadres de l'Etat, Rose MBAH ACHA a fixé le sens de la conférence de cette administration publique. D'ailleurs, Dieudonné Kimaka, Inspecteur d'Etat, auditeur n°2 souligne que tout est fait sous l'accord du Président de la République. À l'origine, il fallait donner des informations exactes sur la fortune publique. C'est dans ce sens que le CONSUPE intelligen les résultats des audits dans les institutions publiques et privées qui reçoivent la subvention de l'Etat.

Amélioration des recettes

En y menant des audits internes sur les manuels de procédure et des documents de planification, le CONSUPE a souligné avoir permis un changement de mentalité au sein des administrations publiques. À titre d'illustrations, l'on cite la « disparition progressive des projets fictifs, des malfaçons et des chantiers abandonnés ». Depuis 2008, le CONSUPE contrôle l'exécution du Budget d'investissement public.

Dans certaines administrations publiques, le CONSUPE affirme avoir amélioré les recettes. C'est cas à la Société nationale de raffinage où l'on a observé un apport supplémentaire de 6 milliards FCFA après le passage du CONSUPE. Il en est de même au Crédit Foncier du Cameroun où l'audit a permis de recouvrer 8 milliards FCFA.

« Prévenir vaut mieux que venir jouer les médecins après la mort »

C'est dans cette dynamique de prévention que le ministre délégué en charge du Contrôle supérieur de l'Etat engage son personnel. Là-bas, le leitmotiv est « prévenir vaut mieux que venir jouer les médecins après la mort ». Une forte sensibilisation est donc menée au sein des différentes administrations pour éviter tout dommage. En effet, suivant les éclairages de Marc Alima Mendouga, le Secrétaire permanent du Conseil de discipline budgétaire et financière (CDBF), toute prévarication de la fortune publique entraîne des responsabilités civiles conformément à l'article 1382 du code civil. Il y a aussi des responsabilités professionnelles lorsque les sanctions portent atteinte à la carrière, et encore des responsabilités managériales lorsque le cadre de l'administration est relevé de ses fonctions.

Veille permanente face à une corruption sophistiquée

Mais le secrétaire permanent du CDBF a souligné le rôle que doivent jouer les citoyens. Pour Marc Alima Mendouga, la première responsabilité est politique et ce sont les élus, le Parlement et les citoyens qui doivent contrôler en premier la gestion de la fortune publique. Pour mieux s'ouvrir au public, le CONSUPE a sacrifié à la traditionnelle séance de questions-réponses. Une trentaine de préoccupations ont été soulevées. Notamment sur la publicisation des décisions prises par le CDBF.

Il est apparu qu'avec la création des tribunaux administratifs dans chacune des 10 régions du pays, les contentieux s'y déroulent de manière régulière, afin que chaque présumé prévaricateur de la fortune publique apporte des éléments au cas par cas. Ce qui n'empêche pas au CONSUPE de poursuivre ses missions, mêmes si l'on reconnaît qu'au fil des ans, si les projets fictifs, les malfaçons, les chantiers abandonnés ont disparu, la corruption a pris d'autres formes plus sophistiquées qui méritent une veille permanent de l'Institution supérieure de contrôle au Cameroun.

CONFERENCE



MINÉE

MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE

Des opportunités d'investissement dans la fourniture de l'électricité



CONFERENCE

Le ministère de l'Eau et de l'énergie (Minee) a présenté potentiel à explorer par le secteur privé.

Des efforts sont faits pour améliorer l'offre électrique au Cameroun. À ce jour, le pays est à environ 1 400 MW de puissance installée là où les prévisions tablaient sur 3 000 MW.

Pour atteindre d'ailleurs les 1 400 MW, le gouvernement est contraint à injecter environ 1 milliard FCFA par semaine pour le fonctionnement des centrales thermiques disséminées sur le territoire national.

Ainsi, les participants au SAGO 2019 savent désormais qu'il faut tirer 52 milliards FCFA du budget de l'Etat pour l'achat du carburant, gaz et d'autres services de maintenance des centrales thermiques.

Avec un tel niveau d'infrastructures, ce sont les zones rurales qui sont les plus touchées par le déficit énergétique.

Suivant les données de l'Agence de l'électrification

rurale (AER), en 2010, l'on compte 13 634 localités rurales au Cameroun, seulement 3 703 sont électrifiées, soit un taux national d'électrification des localités rurales de l'ordre de 27,16%.

Les 9 931 localités n'ont jamais connu de l'électricité depuis l'indépendance.

Pour renverser la tendance, les estimations expertes de la direction de l'électricité au ministère de l'Eau et de l'énergie renseignent qu'il faut investir pas moins de 10 000 milliards FCFA pour l'énergie à l'horizon 2035. Ce qui correspond à un ratio de 500 milliards FCFA d'investissement dans l'électricité au plan national.

Pour les 9 931 localités rurales plongées dans les ténèbres 24h/24, il importe d'investir près de 890 milliards FCFA. La mobilisation de telles ressources ne peut être faite par l'Etat. D'où l'appel à plus d'investissement privé réitéré au cours du Salon de l'action gouvernementale 2019.

MINCOM

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

L'Épine Dorsale de la Communication Gouvernementale

CONFERENCE



Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de communication sociale et de la publicité, le ministère de la communication était bel et bien présent à la 8^{ème} du Salon de l'Action Gouvernementale. A ses nombreux visiteurs, le ministère a présenté de prime à bord ses attributions.

Celles-ci tournent autour : de l'élaboration de la réglementation dans le domaine de la communication sociale et de la publicité ; du respect de la déontologie dans le secteur de la communication sociale et de la publicité ; du respect du pluralisme médiatique ; de la contribution à la formation de la culture citoyenne et au développement de la conscience nationale à travers les médias en liaison avec les administrations concernées ; de la promotion de l'image du Cameroun à travers les médias ; du suivi des activités du conseil national de la communication (CNC) ; du suivi des activités des médias privés ; du suivi des questions relatives à la publicité ; du suivi des activités des agences privés exerçant dans le secteur de la publicité ; du suivi des organismes professionnels intervenant dans le

secteur de la communication ; du suivi de la formation des ressources humaines dans les métiers concernés avec les administrations et les organismes intéressés. En outre le ministère de la communication apporte son assistance aux autres départements ministériels dans la mise en œuvre de leurs stratégies de communication.

L'objectif principal du Ministère de la Communication étant de bien informer les populations. Ce qui par ailleurs est une priorité gouvernementale. C'est à ce titre que le Ministre de la Communication René Emmanuel SADI, a placé la bonne information des populations au cœur de ses priorités. Ce qui justifie d'ailleurs les nombreuses rencontres avec la presse nationale et internationale, afin d'informer les populations sur les nombreuses actions entreprises par le gouvernement pour leur bien-être, notamment celles relatives à la mise en œuvre des projets structurants en cours d'exécution sur l'ensemble du territoire national ; la promotion de la bonne gouvernance ; et de manière générale les événements qui mettent le Cameroun en lumière sur la scène régionale et internationale.

Camtel au cœur de la transformation digitale



CONFERENCE

Partenaire majeur du Salon de l'Action gouvernementale depuis 2011, la Cameroon Telecommunications (Camtel) a rassuré les participants au cours de la conférence du jeudi 11 juillet 2019 au Palais polyvalent des sports de Yaoundé.

Une première pour **Judith YAH SUNDAY**. La nouvelle Directrice Générale de Camtel n'était alors qu'à son 6^{ème} mois à la tête de cette entreprise publique. En participant au SAGO 2019, elle a voulu rassurer les promoteurs sur son appui à l'organisation de cet événement annuel. Les citoyens ont donc saisi cette occasion pour avoir des réponses à leur préoccupation. Son bilinguisme parfait et sa maîtrise des dossiers ont pamé d'émerveillement un public venu en nombre.

C'est d'ailleurs les jeunes pouces, les startupper qui sont montés au filet. «**Qu'est-ce que Camtel fait pour la promotion de l'économie numérique et surtout les porteurs de projet ?**» lance un participant, la vingtaine révolue. La réponse ne se fera pas attendre. L'équipe technique a déroulé une série d'activités autour d'un programme de Master class et de supports aux incubateurs et hub d'incubateurs.

Bien plus, Camtel s'ouvre aux expertises nationales. «

Nous avons engagé une réflexion pour impliquer des partenaires tirés au sein des entreprises camerounaises » ont annoncé les cadres de Camtel qui gèrent les infrastructures télécoms au Cameroun. Toujours au profit des entreprises locales, le service commercial informe sur l'existence des offres dédiées aux stratifications des producteurs de richesse au Cameroun.

Ces services seront intensifiés avec l'entrée de la technologie LTE, afin de tirer avantage de la fibre optique qui serpente le territoire national. Certaines administrations en tire déjà profit. C'est le cas du partenariat avec la Délégation générale de la sûreté nationale (DGSN) avec qui Camtel gère 1 500 caméras de surveillance en milieu urbain.

Au SAGO 2019, Camtel a aussi pris l'engagement d'une digitalisation de ses services afin de se rapprocher du public en temps réel. À côté de la plateforme de vente en ligne Camagro dont les développements sont attendus par tous les acteurs de la production, l'inscription à la pointe de la technologie sera consacrée par la livraison du Datacenter de dernière génération à Zamengoé, dans la région du Centre. L'autre manche est de gagner et de rendre opérationnelle la licence de téléphonie mobile, tant attendue par les citoyens.

MINEPAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2020-2023:

le moyen terme pour **corriger les retards du DSCE**

CONFERENCE



Le Chef de division des analyses et des politiques économiques au ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat) a présenté les défis qui attendent les acteurs gouvernementaux.

Jean Pascal Nkou, Chef de division des analyses et des politiques économiques au Minepat choisit bien les mots. Là où les participants à la conférence animée le vendredi 12 juillet 2019 dans le cadre du SAGO parlent de « manquements » du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), Jean Pascal Nkou précise qu'il s'agit de « retards ». Au-delà de la sémantique, les deux parties convergent. Il faut revoir la conduite de l'action publique pour plus d'efficacité.

Le Chef de division des analyses et des politiques économiques au Minepat explique d'ailleurs qu'en interne, aucun projet ne recevra de l'argent public sans visa de maturité. C'est le principal frein de la conduite des projets « structurants » sur la période 2009-2018. Il est donc question, à travers de nouvelles stratégies pour améliorer le taux de croissance du Cameroun qui reste en deçà de 5% alors que les projections le situaient en moyenne autour de 6,5% avant d'atteindre les deux chiffres dès la fin 2017. Sauf qu'au même moment, les contraintes exogènes : baisse des cours du pétrole dès 2014 et surtout des finances publiques

pas toujours bien ficelées ont entraîné la mise en place du Programme économique et financier avec le Fonds monétaire international (FMI) dès juin 2016.

Pour inverser la tendance, au Minepat, des stratégies convergent vers l'accélération des réformes susceptibles de faire émerger le fameux projet de développement des champions nationaux, pour faire face à l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). C'est donc tout un autre logiciel qui est en cours d'installation au sein des administrations publiques. Particulièrement, l'on mise sur l'agro-industrie.

Sauf qu'à la question de savoir ce qu'est devenu le Programme Agropoles dont le budget est passé de 4,9 milliards FCFA en 2016 à 500 millions FCFA en 2017 et 600 millions FCFA en 2018, le Chef de division des analyses et des politiques économiques au Minepat annonce une « nouvelle phase du programme Agropoles ». Pour montrer la disposition à corriger les retards, Jean Pascal Nkou a rappelé aux participants au SAGO 2019 que, des réflexions ont été organisées sur le plan national afin de retenir les préoccupations des populations et les matérialiser dans le DSCE avec une nouvelle vision sur la période 2020-2025. Le compte à rebours est lancé.

SONARA

L'Entreprise pense à l'après incendie du 31 mai 2019



La Sonara est touchée certes. Mais, elle fonctionne toujours. C'est d'ailleurs l'une des grandes préoccupations abordées au cours du SAGO 2019 à Yaoundé. Au cours de la conférence du 10 juillet 2019, les responsables ont rassuré le public. 4 unités de productions sur 13 ont été consommées par les flammes le 31 mai 2019. Dont l'unité 10 : tours de distillation et l'unité 30 qui cuit le pétrole. Cela n'a pas encore un impact direct sur l'approvisionnement du marché national.

Les cadres de la Sonara ont par exemple informé qu'au cours du mois de juin 2019, 120 000 m³ de pétrole ont été importés. La même quantité étant disponible pour le mois de juillet 2019. C'est d'ailleurs la tendance jusqu'à la fin de l'année. Outre le marché national, les Camerounais ont appris que la Sonara a limité la pénurie observée en République Centrafricaine au cours du mois de juin 2019.

L'entreprise inaugurée en 1981 au terme des travaux engagés en 1973 rassure d'ailleurs les Camerounais en ce qui concerne l'extension et la modernisation. Depuis 2009, après le constat de l'inadaptation de l'outil de production, il a été mis en place une stratégie permettant de raffiner au-delà du brut léger de type Arabie Saoudite. L'on apprend ainsi que grâce à la modernisation, la SONARA a engagé une nette augmentation de ses capacités de raffinage du brut tiré du sous-sol camerounais. C'est ainsi qu'au 30 novembre 2018, près de 3,5 millions de tonnes sortent de la SONARA. Cette performance est loin des 19,5 millions, 1,6 millions et 2,1 millions de tonnes jusque-là mis sur le marché national et régional. Puisque grâce à la stratégie 20% de brut lourd camerounais et 80% de brut léger arabe et de certains pays de la sous-région, la Sonara arrive à exporter jusqu'au Sénégal. Afin de rassurer davantage sur sa capacité de stockage, le public est informé que l'entreprise dispose de cuves pouvant contenir 664 000 m³ en interne.

HYDRAC

Baptême de feu réussi

Pour sa première participation au Salon de l'Action Gouvernementale, la structure se dit satisfaite de la qualité de l'organisation. Filiale de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), Hydrocarbures-Analyses-Contrôles (HYDRAC) est spécialisée dans l'inspection, les contrôles quantitatifs et qualitatifs des produits pétroliers et dérivés. Au SAGO, la structure est venue présenter aux nombreux visiteurs ses activités depuis sa création le 18 Janvier 1982. Il s'agit entre autres : des inspections pétrolières ; les analyses en laboratoires ; les contrôles techniques ; les formations techniques ; et le marquage chimique des produits pétroliers. Occasion pour son personnel de présenter les valeurs de l'entreprise qui tournent autour du service, de l'intégrité et le professionnalisme.

Ces valeurs à en croire le top management sous la direction générale de David EKOUME définissent l'éthique de l'entreprise. Elles se déclinent en principes et actions concrètes, qui fournissent des repères communs pour les décisions, comportements et attitudes. Comme atouts, HYDRAC, jouit d'une double certification et accréditation ISO 9001-2015, ISO 14001-2015 et ISO 17025-2015 standards. Elle jouit également d'une expérience significative et incontestable dans divers domaines ; d'une présence optimisée sur l'ensemble des métiers de l'inspection ; d'une excellence opérationnelle dans chacun de ses domaines de compétences, etc... Les objectifs d'HYDRAC sont de mettre à la disposition des pouvoirs publics un puissant outil de contrôle de la qualité ; donner entière satisfaction à la clientèle ; sécuriser les biens et les personnes dans leur environnement ; et garantir la qualité pour une meilleure compétitivité du marché.



CREDIT FONCIER DU CAMEROUN

Priorité, loger tous les Camerounais de moins de 34 ans



Le splendeur et le prestige de son stand alerte déjà à suffisance ses ambitions et les opportunités de bien être qu'il vient offrir aux visiteurs du SAGO, avec priorité majeure aux jeunes de moins de 34 ans. Du moment où ces derniers éprouvent des difficultés à se loger décemment. Ainsi, le CFC accorde des prêts sans apport personnel pour une durée de remboursement de 30 ans. Ceci s'explique du fait que la plupart des clients du CFC sont des personnes qui préparent leur retraite. De ce fait, sont quasiment exclus, les jeunes qui commencent leur vie active. Et pourtant, c'est la tranche la plus importante de la population ensuite, elle constitue une classe moyenne en pleine expansion, donc une part importante du marché. La condition d'éligibilité est simple : Le demandeur doit être âgé de 35 ans au plus et justifier d'une ancienneté chez le même employeur d'au moins 02 ans continus, à défaut être porteur d'une lettre de confirmation dans son emploi. Le projet doit être destiné à la résidence principale.

En dehors de ce volet jeune, le CFC a deux principaux types de produits à savoir les « produits de prêts » et les « produits d'épargne logement ». Le premier type de produits regroupe entre autres, prêts fonciers classiques, jeunes, conventionnés, etc. Toutefois, depuis 2017, le CFC propose une offre de financement plus inclusive, assise sur de nouveaux mécanismes (cautionnement collectif, financements conjoints, mécanisme alternatif de garantie), permettant tout à la fois de toucher les populations à faible revenu, exclues du système de financement classique, et d'avoir des solutions spécifiques pour tous les autres segments de la demande. Depuis sa création en 1977, cette institution publique finance la construction des logements sociaux mis à la disposition des bourses moyennes. Son objectif social étant d'apporter son concours financier et son expertise à la réalisation de tous les projets destinés à promouvoir l'habitat social et l'immobilier en général.

QUELQUES EXPOSANTS

BUNEC

Le nouvel Etat civil en vitrine

Le Bureau National de l'Etat Civil au Cameroun, comme lors des récentes éditions du Salon de l'Action Gouvernementale a une fois de plus sensibilisé le grand nombre sur l'importance de l'Etat Civil. Le BUNEC de par son slogan « Pour un système d'état civil complet, intègre, dynamique et fiable » a mis la barre haut.

Au total, plus de 1000 visiteurs éduqués. Ainsi, ces derniers sont informés, renseignés sur la procédure de collecte, l'archivage et la constitution des données et documents relatifs à l'état civil en vue de la constitution du fichier national de l'état civil ; l'exercice du contrôle administratif et technique sur l'organisation et le fonctionnement des centres d'état civil, ainsi que sur la tenue régulière des techniques et l'établissement des actes d'état civil ; la fourniture des registres d'état civil ainsi que du matériel et autres équipements nécessaires au fonctionnement des centres d'état civil, etc... Les nombreux visiteurs ont maintenant la maîtrise des axes majeurs du plan d'action du BUNEC.

Il s'agit entre autres du démarrage du projet de construction de l'immeuble siège et de l'agence régionale du centre ; l'augmentation significative de la quantité des registres d'Etat civil principaux et secondaires du territoire national, ainsi que ceux des missions diplomatiques et postes consulaires du Cameroun ; la poursuite des opérations de contrôle des centres d'état civil sur le territoire national ; l'évaluation du fonctionnement des actes d'état civil des missions diplomatiques et postes consulaires; la recherche des financements en vue du lancement du projet d'informatisation du système d'état civil du Cameroun ; le renforcement de la gouvernance au sein du BUNEC et le suivi des activités des agences régionales. L'une des innovations de la réforme du système d'état civil au Cameroun, le BUNEC est un établissement technique du ministère de la décentralisation et du développement local (MINDEVEL) et sous la tutelle financière du ministère des finances (MINFI).



GLOBELEQ

Des pistes de l'électricité pour tous



Producteur indépendant d'électricité, pour soutenir la croissance de l'Afrique, GLOBELEQ, a pour objectif de faire la différence. Ceci à travers ses centrales existantes et ses futurs projets d'extension au Cameroun. GLOBELEQ par-là veut faire la différence dans le quotidien des populations Camerounaises. Fort de son expérience acquise dans la production de l'énergie électrique à partir des sources variées telles que le solaire, le thermique à gaz ou à fuel lourd, l'éolienne GLOBELEQ s'est donné pour objectif de soutenir la croissance des pays en Afrique en se projetant de fournir une puissance supplémentaire de 5000 MW pour la décennie en cours en dehors de ce qui est actuellement produit.

Au Cameroun, avec ses deux filiales KPDC et DPDC, GLOBELEQ est prête à produire plus de 304 MW actuels, pour alimenter le Cameroun en électricité. Majoritaire au capital social, devant l'Etat du Cameroun, en tant que producteur indépendant de l'énergie électrique opérant à la centrale à Gaz de Kribi (216 MW) et à la centrale à fuel lourd de Dibamba (88 MW), GLOBELEQ ambitionne d'augmenter la puissance de ces deux centrales pour porter respectivement à 330 pour la centrale de Kribi.

De par ses réalisations au Cameroun et partout en Afrique, GLOBELEQ démontre à suffisance à partir de son implémentation, une expérience avérée dans la production de l'énergie électrique à partir des sources variées et notamment dans le domaine de l'énergie renouvelable. Ainsi GLOBELEQ se tient volontiers aux cotés des pouvoirs publics, pour offrir plus d'électricité et assurer l'équilibre énergétique à partir du fort potentiel hydro et des sources des énergies renouvelables que regorge le Cameroun

QUELQUES EXPOSANTS

CSPH

Stabilisateur des prix des hydrocarbures

Créée par le décret n° 74/458 du 10 mai 1974, adopté au lendemain du premier choc pétrolier, la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures, a pour mission principale, de réguler les prix des hydrocarbures sur l'ensemble du territoire national au travers de la prise en charge partielle ou totale des augmentations des prix desdits produits dans la mesure de ses disponibilités financières. Depuis la libéralisation du secteur pétrolier aval depuis 1998, elle assure l'approvisionnement régulier des hydrocarbures sur l'ensemble du territoire national par la régulation des stocks et la régulation des prix. Elle assure également l'arbitrage nécessaire au maintien d'une saine concurrence entre les opérateurs du secteur. Elle prend également en charge la protection du consommateur, à travers deux mécanismes : la stabilisation et la péréquation.

Elle participe également à toutes les opérations visant la maîtrise de la politique énergétique nationale. Cette participation se traduit aussi bien dans les domaines de l'exploration, de la production, du raffinage que de la distribution des hydrocarbures. Depuis la libéralisation du secteur pétrolier aval en 1998, la structure assure l'approvisionnement des hydrocarbures sur l'ensemble du territoire national par la régulation des stocks et des prix. La structure s'occupe de la protection du consommateur à travers deux mécanismes que sont la stabilisation et la péréquation. Parmi ses autres obligations, et pas des moindres, figure l'arbitrage visant à maintenir une saine concurrence entre les opérateurs du secteur.



SCDP

De la SCDP, l'option qualité est de mise

Au SAGO 2019, le public a voulu s'enquérir de la qualité des produits d'hydrocarbures mis sur le marché camerounais. La Société camerounaise de dépôt pétrolier (SCDP) a dévoilé que des mesures sont prises pour la fourniture en temps réel du marché. À cet effet, d'ici 2026, le plan d'investissement prévoit la construction d'une unité de stockage de 1 200 m³ à Kribi, la ville portuaire située dans la région du Sud du pays.

Bien plus, afin de faciliter l'interconnexion, comme un vase communicant, un pipeline sera construit entre Limbe-Douala-Kribi-Bakassi pour le transport de près de 5 000 m³. C'est dans ce qui s'apparente comme une stratégie de maillage du territoire nationale, que les études sont menées pour la construction d'une unité de stockage dans la ville de Bamenda, des révélations mises en relief au cours de la conférence.

C'est autour de ces points de stockage que la société Hydrac déploie ses activités. Il est question de lutter contre la fraude grâce au marquage des produits pétroliers. À cause de l'insécurité dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest depuis octobre 2016, Hydrac a limité son intervention dans les zones du pays. Pour le reste du territoire national, les chiffres montrent une réduction de sorte que seulement 0,27% du carburant échappe au contrôle. La conséquence directe est l'augmentation des gains financiers. Sur la période 2012-2016, la tendance est d'un total de taxes et prélèvements de 42,9 milliards FCFA à 154,3 milliards FCFA. Sur les cinq années retenues, la contre-performance a été observée en 2013 à un total de taxes et de prélèvements estimé à 38,3 milliards FCFA en diminution par rapport à la période de référence de 2012.



MAGIC FM

La chaîne qui déchaine



La station de radiodiffusion sonore MAGIC FM s'est installée à Yaoundé, au quartier Essos au lendemain de la libéralisation de l'audiovisuel par les soins d'un promoteur privé, M. Mbida Ndjana Grégoire connu sous le petit nom de «Pipau». Au départ, c'était la diffusion de la musique à profusion. Avec le temps, cette chaîne s'est faite une image avec des programmes et une programmation incitatifs.

Créée en 2001, la chaîne se veut centraliste. Son souci premier est de croire son chef de chaîne Jules ELOBO, offrir à ses fidèles auditeurs, une information de bonne qualité et des programmes attractifs. Il s'agit de créer également un cadre d'épanouissement des jeunes qui s'intéressent aux métiers de la communication et de l'information.

Avec à ce jour une vingtaine d'employés, c'est sa deuxième participation au Salon de l'Action Gouvernementale. Et durant ces deux éditions, la chaîne a toujours émis en direct du site. Tranches d'informations, programmes ; les visiteurs et fidèles auditeurs de la chaîne présents au SAGO ont vécu en direct le fonctionnement technique et rédactionnel de la chaîne qui déchaine.



CRTV NEWS ET CRTV/PN reçoivent les prix des meilleures couvertures tv et radio du sago 2019.



Le Directeur Général de la CRTV, Charles **NDONGO** a officiellement reçu les prix des meilleures couvertures radio et tv décernés à crtV poste national et à la chaîne d'information crtV news. il en a profité pour féliciter ses collaborateurs non pas sans manquer de les inviter à continuer à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de remporter d'autres distinctions.



9^{ème} Édition

LA VITRINE DU CAMEROUN
SAGO

Soyez des nôtres !

Du **22** au **25** Septembre **2020**
au **Palais des Sports de Yaoundé**

Merci à nos **Sponsors**



Mon Communicateur
Le pilote de notoriété

Infos : (+237) 242 66 60 44 • Email: mcommunicateur@yahoo.fr
Localisation: MRS Ecole de Police de Yaoundé (immeuble Bel-air) face Tropical Hôtel.
Mob : (+237) 242 607 849 / 677 88 63 22 / 655 69 88 85

www.sago.cm